

**Tourisme - Réponse de M.
Jean-Baptiste Lemoyne, secrétaire
d'Etat auprès du ministre de
l'Europe et des affaires étrangères,
à une question écrite à l'Assemblée
nationale
(Paris, 07 août 2018)**

En matière de tourisme, le gouvernement s'est fixé des objectifs ambitieux : accueillir 100 millions de visiteurs internationaux et générer 60 milliards d'euros de retombées économiques à l'horizon 2020.

Au-delà de ces objectifs quantitatifs, s'ajoute la volonté du gouvernement de mieux répartir les flux touristiques sur l'ensemble des territoires pour lutter contre le phénomène de "sur-tourisme", dont certains sites majeurs se rapprochent.

Pour ce faire, l'action du gouvernement repose sur deux volets : la création d'une offre de tourisme durable et le renforcement du cadre juridique, afin d'empêcher le phénomène de "ville musée" que connaissent certaines métropoles européennes.

S'agissant de l'offre touristique, le ministère de l'Europe et des affaires étrangères agit sur cinq filières du tourisme avec l'objectif de valoriser des nouveaux produits dans les territoires (tourisme de savoir-faire, oenotourisme, écotourisme, montagne en été et vie nocturne).

Pour moderniser l'offre des territoires, les opérateurs financiers de l'Etat ont acté lors du Conseil interministériel du tourisme de janvier 2018 le renforcement de leurs contributions au tourisme : la Caisse des dépôts et consignations (CDC) augmente ainsi son enveloppe de fonds propres (500 millions d'euros sur 5 ans), ce qui permettra de générer plus de 3 milliards d'euros d'investissement touristique dans les territoires grâce à l'effet de levier attendu de la part des investisseurs privés. La Banque publique d'investissement (BPI) porte son fonds France investissement tourisme (FIT) à 200 millions d'euros afin d'accompagner les opérateurs en prise de participation.

Pour faire émerger de nouvelles offres et accompagner les territoires, Atout France et la Caisse des dépôts et consignations ont lancé le dispositif France tourisme ingénierie (FTI) destiné à accompagner les collectivités en ingénierie touristique.

Le tourisme est une économie de l'offre, c'est pourquoi le gouvernement s'attelle à l'émergence de nouveaux produits et de nouveaux services dans les territoires afin que la croissance attendue du tourisme en France profite au plus grand nombre, et que la France dans son ensemble soit en capacité d'accueillir les nouveaux flux internationaux, issus notamment des

pays émergents.

Pour lutter contre le phénomène de "ville musée" et limiter l'afflux massif de touristes dans certaines villes françaises favorisé par l'essor des nouvelles pratiques en matière d'hébergement, le gouvernement a pris des mesures fortes pour encadrer juridiquement les plateformes de location de meublés touristiques. Lors du Conseil interministériel du tourisme du 19 juillet 2018, le gouvernement a rappelé ses engagements et les sanctions applicables aux plateformes de location de meublés touristiques inscrites dans la loi Elan, afin de limiter à 120 le nombre de jours de location des résidences principales dans les zones d'habitat tendues. Cette mesure très attendue, achève le processus de régulation du secteur engagé avec les lois Macron et Lemaire.

Enfin, la connectivité aérienne est un défi majeur pour favoriser une répartition harmonieuse des flux touristiques internationaux sur l'ensemble du territoire et éviter les phénomènes de sur-tourisme. C'est un des sujets des Assises du transport aérien./.

(Source : site Internet de l'Assemblée nationale)